Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 290 050 du 8 juin 2023
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. DESENFANS
Square Eugène Plasky 92-94/2
1030 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 janvier 2023 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision de la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides, prise le 30 novembre 2022.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 2 février 2023 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 9 février 2023.

Vu l'ordonnance du 7 mars 2023 convoquant les parties à l'audience du 11 avril 2023.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, président de chambre.

Entendu, en ses observations, la partie requérante assistée par Me N. BOHLALA *loco* Me C. DESENFANS, avocat.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le Conseil constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience. Dans un courrier du 22 mars 2023 (v. dossier de la procédure, pièce n° 10), celle-ci a averti le Conseil de cette absence en expliquant en substance que dans le cadre de la présente procédure mue sur la base de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, « *Si la partie requérante a demandé à être entendue, je considère pour ma part ne pas avoir de remarques à formuler oralement*. »

En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« *Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience. Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours.* […] ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E., arrêt n° 212.095 du 17 mars 2011). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bien-fondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier communiqués par les parties.

Il n'en demeure pas moins que l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à fournir au Conseil des éclaircissements rendus nécessaires par la tournure des débats. Le Conseil rappelle également que suite à la demande d'être entendu formulée par la partie requérante, il est amené à statuer sur le recours en ayant égard à l'ensemble des éléments exposés par les parties, sans être tenu par les motifs de l'ordonnance prise sur la base de l'article 39/73 précité.

2. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus de la protection subsidiaire prise par la Commissaire adjointe aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée la « Commissaire adjointe »).

3. Dans sa requête, la partie requérante se réfère à l'exposé des faits repris dans la décision litigieuse sous réserve des remarques formulées dans le corps de la requête. Ledit exposé des faits est le suivant :

« *Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité congolaise (République Démocratique du Congo - RDC), d'ethnie luba, et de religion protestante. Vous êtes né le [xx/xx/xxxx] à Kinshasa.*

Vous n'êtes membre d'aucun parti politique, association ou autre mouvement quelconque.

À l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants.

En 2015, votre maman commence à travailler pour la douane. Dans ce cadre, elle aide l'ECiDé – Engagement pour la citoyenneté et le développement - et l'UNAFEC – Union nationale des fédéralistes du Congo - à faire passer des marchandises de manière illégale au-delà des frontières. Un jour, un camion rempli de tenues militaires se fait arrêter lors d'un contrôle dans un barrage routier. Les services remontent jusqu'à votre maman qui est mise à pied pendant deux semaines. Par peur de perdre son travail, elle décide de mettre un terme à sa collaboration avec l'ECiDé et l'UNAFEC. C'est là que commencent les problèmes pour vous et votre famille vers les années 2017-18. Vous êtes notamment victime de diverses menaces et filatures et votre domicile est volontairement incendié. De ce fait, vous allez vivre en Zambie pendant deux années avant de retourner en RDC en 2019-20. Pendant votre retour en RDC, vous êtes victime d'un accident de voiture volontaire et retournez par conséquent vivre en Zambie. Vous ne pouvez cependant pas y rester car vous n'avez pas pris les dispositions nécessaires pour être légaux sur le sol zambien. Vous rentrez donc en RDC où votre maman entame des démarches pour vous faire quitter le pays.

C'est ainsi que vous quittez la RDC le 7 octobre 2021 légalement muni de votre passeport personnel et d'un VISA études pour l'Ukraine. Vous quittez ensuite l'Ukraine suite à la guerre le 25 février 2022 et arrivez en Belgique le 8 mars 2022 où vous demandez la protection internationale le même jour. Récemment vous apprenez que votre maman a été empoisonnée, elle n'a pas pu se faire soigner en RDC, ni en Zambie, elle est donc venue en Belgique pour se faire soigner et est ensuite retournée en RDC.

À l'appui de votre demande de protection internationale, vous fournissez plusieurs documents ».

4. Dans sa décision, la partie défenderesse conclut en substance, sur la base de motifs qu'elle détaille, à l'absence de crédibilité du requérant sur plusieurs points importants de son récit. Elle relève notamment que le requérant ne convainc ni sur les motifs de sa crainte, ni sur les faits à l'origine de son départ du Congo avant son séjour en Zambie, tant ses déclarations en la matière sont émaillées de contradictions et d'imprécisions. Elle observe également que le requérant a quitté son pays légalement et sans problèmes, sous le couvert de son passeport national.

Elle constate enfin le caractère peu pertinent ou peu probant des divers documents produits à l'appui de la demande de protection internationale du requérant.

Ces motifs sont conformes au dossier administratif et sont pertinents. Le Conseil, qui les fait siens, estime qu'ils suffisent à justifier le rejet de la demande de protection internationale, dès lors que le défaut de crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves, à raison des faits allégués.

5. La requête ne semble développer à cet égard aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits évoqués ni, *a fortiori*, le bien fondé des craintes et risques qui en dérivent. Or, les griefs soulevés sont pertinent et suffisent en l'espèce à motiver le rejet de la demande de protection internationale, dès lors que le défaut de crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence dans son chef d'une raison de craindre d'être persécutée ou d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

5.1. Ainsi, tout d'abord, le Conseil constate que la partie requérante ne conteste pas le motif de la décision attaquée qui considère que sa crainte de ne pas pouvoir poursuivre ses études en RDC ne peut pas être rattachée à l'un des cinq critères prévus par la Convention de Genève, à savoir la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un certain groupe social ou les opinions politiques. Ce motif reste donc entier et pertinent.

Ainsi, la partie requérante se limite, pour l'essentiel à rappeler certaines déclarations du récit du requérant (la mère du requérant a reçu plusieurs appels de menace, le requérant et sa famille se sont réfugiés en Zambie après l'incendie) - rappels qui n'apportent aucun éclairage neuf en la matière compte tenu de l'ensemble des déclarations réellement faites -, et à justifier certaines lacunes relevées dans ses déclarations (il y a eu plusieurs accidents de la circulation; le requérant a des difficultés à attribuer une année précise aux incidents survenus) -. Le Conseil ne peut se satisfaire d'une telle argumentation, qui ne fournit en définitive aucun élément d'appréciation nouveau, objectif et consistant pour pallier les graves insuffisances qui caractérisent son récit, et notamment convaincre de la réalité des problèmes rencontrés par la mère du requérant au Congo en raison de sa collaboration avec les mouvements ou partis ECiDé et UNAFEC.

5.2. Concernant la contradiction relevée par la partie défenderesse quant aux motifs invoqués à l'appui de la demande de protection internationale du requérant (entre les déclarations consignées par les services de l'Office des étrangers et les notes de l'entretien personnel auprès des services de la partie défenderesse), la partie requérante expose en substance que le requérant n'est pas le seul à s'être trompé et à avoir invoqué des craintes en cas de retour en Ukraine, « *tant il a été évident pour bon nombre de réfugiés en provenance de l'Ukraine que leur demande de protection internationale serait traitée sur base des mêmes critères que les réfugiés ukrainiens* », justification qui ne convainc nullement le Conseil (v. requête, p. 2).
En effet, comme le souligne la partie défenderesse, le requérant a été interrogé sur ses craintes en cas de retour en Ukraine et en RDC. À cet égard, le requérant a déclaré : « *Au Congo : Je crains de ne pas avoir une éducation de bon standing. En Ukraine : Je crains la guerre* » (v. dossier administratif, pièce n° 13, questionnaire CGRA, q. 3.4). Il ressort ainsi de la lecture du dossier administratif que le requérant a, d'une part, eu l'occasion de s'exprimer sur ses craintes tant au Congo qu'en Ukraine à l'Office des étrangers et que la partie défenderesse a pu, à juste titre, pointer le caractère évolutif de son récit. Dès lors la justification de l'ignorance et de l'erreur ne peut être accueillie par le Conseil qui estime ainsi que la contradiction fondamentale mise en lumière par la partie défenderesse et la manifestation tardive de la crainte du requérant en cas de retour au Congo amenuisent le crédit qui peut être accordé au récit du requérant.

5.3. Concernant l'évènement à l'origine de la fuite du requérant et de sa famille en Zambie, la partie requérante expose en substance que c'est à tort que le Commissariat général « […] *considère que le requérant se serait contredit sur la question de savoir si cet incendie a eu lieu avant ou après un accident de la circulation* », étant donné qu'il y a eu plusieurs accidents, et que l'accident dont le requérant parle au singulier est celui qui a couté la vie à son père. Elle avance enfin que c'est l'incendie qui a été déterminant dans la décision de quitter le Congo pour la Zambie et qu'il y a eu un autre accident en 2019 après le retour de la famille du requérant en RDC. En outre, la partie requérante reproche au Commissariat général de n'avoir pas clarifié la ligne du temps des évènements relatés par le requérant, en affirmant que le requérant peut relater les faits de manière chronologique mais a des difficultés à les situer dans le

temps, sans apporter elle-même le moindre éclairage quant à la chronologie du récit. Dans ce cadre, le requérant émet des réserves par rapport à l'énoncé des faits repris dans la décision entreprise.

5.3.1. Le Conseil constate que le requérant a effectivement, à trois reprises, mentionné « *des accidents de véhicules* » en des termes vagues et imprécis (v. dossier administratif, pièce n° 8, Notes de l'entretien personnel, ci-après NEP, du 20 octobre 2022, pp. 12, 14 et 18). Cependant, les déclarations du requérant sont à ce point vagues qu'il n'est pas possible d'en déduire que ces accidents ont eu lieu avant l'incendie. En effet, le seul accident que le requérant relate est celui qui est survenu en 2019, après que sa famille se soit réinstallée au Congo. Le Conseil estime qu'il appartenait au requérant d'étayer son récit à cet égard et que la justification de la pluralité d'accidents ne peut être retenue en l'espèce. Le constat de la décision attaquée reste ainsi plein et entier. Quant à la chronologie du récit, le Conseil note que si le requérant émet des réserves quant à l'énoncé des faits repris dans la décision attaquée, la partie requérante se réfère à ce même exposé, sans en développer un autre qu'elle estime réaliste (v. requête, pp. 2 et 4). L'absence de précision chronologique dans le récit du requérant est ainsi patente.

5.3.2. Par ailleurs, le Conseil constate que la partie requérante apporte une nouvelle contradiction dans ses écrits. Celle-ci soutient que l'accident dont il est question à la page 18 des notes de l'entretien personnel est celui qui a causé le décès du père du requérant. Cependant, le requérant a déclaré, tant à l'Office des étrangers, qu'au Commissariat général, que son père biologique, R. K. N., est décédé en 2010, des suites d'une crise d'hyperglycémie, sans jamais mentionner le décès de son beau-père (v. dossier administratif, pièce n°, NEP du 20 octobre 2022, pp. 6-7 ; pièce n°15, Déclaration à l'Office des étrangers, p. 7, q. 13A). Aussi, le Conseil observe que le requérant ne fait nullement état du décès de son beau-père suite à l'accident qu'il relate aux pages 18 à 19 des notes de l'entretien personnel. Au contraire, il déclare « […] *en fait nous n'avions pas grand-chose vu qu'on était tous avec la ceinture de sécurité, mais le véhicule était dans un sale état* ». Au surplus, le requérant explique que sa mère était au téléphone avec son beau-père le jour l'incendie, alors qu'il affirme que ce dernier est décédé suite à l'accident de voiture qu'il situe avant l'incendie (v. NEP du 20 octobre 2022, pp. 18-19). Le requérant reste ainsi en défaut d'expliquer les contradictions relevées, mais surtout de situer temporellement les évènements marquants de son récit, les ayant menés, sa famille et lui, à quitter le Congo pour la Zambie.

5.3.3. À l'audience, interrogé par le président en vertu du pouvoir que lui confère l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « RPCCE »), selon lequel « *le président interroge les parties si nécessaire* », le requérant déclare de manière imprécise que sa famille est en Zambie, sans s'exprimer sur les ennuis qu'ils auraient rencontrés, alors qu'il avançait dans sa requête mettre tout en œuvre pour obtenir plus d'informations quant aux incidents survenus (v. requête, point n° 9).

5.4. Le Conseil observe ainsi que les différentes imprécisions et contradictions relevées par la décision entreprise se vérifient à la lecture du dossier administratif et que, prises dans leur ensemble, elles révèlent le caractère généralement lacunaire du récit du requérant. Ce constat achève d'hypothéquer la crédibilité des déclarations du requérant.

6. Il en résulte que les motifs précités de la décision demeurent entiers, et empêchent à eux seuls de faire droit aux craintes alléguées.

7. Pour le surplus, dès lors qu'elle n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour établis, force est de conclure qu'il n'existe pas de « *sérieux motifs de croire* » à un risque réel de subir, à raison de ces mêmes faits, « *la peine de mort ou l'exécution* » ou encore « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980.

Enfin, la requête ne se prévaut pas de l'application de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980, qui concerne « *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ». Le Conseil constate que la partie requérante ne fournit pas le moindre argument ou élément qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement à Kinshasa, ville de naissance et de sa provenance la plus récente, corresponde à un contexte de violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.
En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans les déclarations de la partie requérante ainsi que dans les pièces du dossier administratif et du dossier de la procédure aucune indication de l'existence d'une telle situation.

8. Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête qui y seraient afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

9. S'agissant des documents versés au dossier administratif, le Conseil se rallie à l'analyse pertinente qui en a été faite par la partie défenderesse. Dans son recours, la partie requérante ne développe aucune argumentation pertinente de nature à contester cette analyse. Plus particulièrement, s'agissant de l'attestation de justification établie par la police nationale congolaise le 4 mai 2021 consignant la plainte d'une dénommée M.D.M. suite à l'incendie de sa maison, la partie requérante affirme tout mettre en œuvre pour établir le lien de filiation avec M.D.M. ; rappelle que sa famille a directement fui en Zambie après l'incendie et que la première plainte de M.D.M. auprès de sa hiérarchie a débouché sur des menaces. Pour sa part, le Conseil estime que ce document ne possède qu'une force probante limitée dans la mesure où il a été rédigé près de deux ans après la survenance de l'incendie ; il n'est pas circonstancié en ce qu'il ne mentionne ni la date de l'incendie ni l'adresse du bien détruit ; et le requérant n'établit pas son lien de filiation avec la plaignante.

10. Au vu de ce qui précède, la partie requérante ne paraît pas en mesure d'établir qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée ou qu'elle encourt un risque réel de subir des atteintes graves en cas de retour dans son pays.

Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande.

11. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'annulation formulée par la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le huit juin deux mille vingt-trois par :

M. G. de GUCHTENEERE,	président de chambre,
M. P. MATTA,	greffier.
Le greffier,	Le président,
P. MATTA	G. de GUCHTENEERE